



Réorganisation à *Ouest-France* : tous en grève contre un projet d'entreprise dangereux !

Dès la présentation du projet de réorganisation, ce matin, par la direction, les équipes du Maine-et-Loire et de la Sarthe, consternées, ont décidé, à chaud, de se mettre en grève. Le comité d'entreprise et le CHSCT, à qui le projet était exposé simultanément, ont exprimé à la direction scepticisme et inquiétude. Les représentants des quatre syndicats font la même analyse : la direction fait fausse route et met le journal en danger.

Les quatre organisations syndicales d'*Ouest-France* appellent l'ensemble des salariés à cesser le travail immédiatement, afin d'envoyer un message clair : il faut que la direction revoie son projet. Les équipes sont invitées à se rassembler pour échanger sur ce projet et faire connaître leurs réactions par des motions collectives.

Son plan vise à supprimer 73 postes (et en créer 17) et à fermer les rédactions, sauf deux sites, dans le Maine-et-Loire et la Sarthe. Le contenu des éditions de ces deux départements serait fourni par les journalistes et correspondants des journaux concurrents du groupe (*Maine Libre* et *Courrier de l'Ouest*). La direction veut aussi réduire les effectifs dans le Finistère et en Normandie.

Ce plan, qui piétine les engagements historiques d'*Ouest-France* de maintenir le pluralisme et la qualité de l'information, ne s'accompagne d'aucun projet éditorial et commercial sérieux, susceptible de redresser la diffusion qui s'effondre. Les calculs de nos dirigeants tablent sur un gain de 3,5 millions d'euros sur les charges d'exploitation. Mais tout laisse penser que leur plan, élaboré depuis plusieurs mois, loin de redresser la barre, va accélérer la fuite des lecteurs. Il y a tout lieu de craindre que dans un, deux ou trois ans, elle viendra nous présenter de nouvelles nécessités de réduction des charges.

Quels seront les départements ou secteurs de l'entreprise à subir les prochains plans d'économie ? A ce rythme, combien de temps encore *Ouest-France* sera en mesure d'éditer un journal ? Sous son slogan flatteur « *Inventons demain* », la direction du groupe donne surtout le sentiment, très préoccupant, d'accompagner le déclin du journal qu'elle se montre incapable d'endiguer.

Rennes, le 13 septembre 2018.

Motion des rédactions du Maine-et-Loire

Ce jeudi, les salariés de Ouest-France en Maine-et-Loire ont décidé de se mettre en grève. Six se sont abstenus. Ce mouvement fait suite aux annonces brutales et violentes de restructuration présentées le matin par la direction et la rédaction en chef.

Le projet baptisé « nouvelle organisation des rédactions » envisage entre autres la suppression de deux tiers des effectifs en Maine-et-Loire, comme en Sarthe, toutes catégories de personnel confondues. Il annonce aussi la mutualisation des contenus journalistiques entre Ouest-France et les Journaux de Loire (Courrier de l'Ouest et Maine libre). Au détriment de l'indépendance rédactionnelle, des valeurs d'Ouest-France, ainsi que de l'histoire du Journal.

Les salariés concernés évoquent un énorme choc psychologique. Jamais ils n'auraient cru vivre un tel bouleversement dans leur entreprise.

Les salariés grévistes en Maine-et-Loire

Angers, le 13 septembre

Motion des rédactions de la Sarthe

Les salariés en CDI de la rédaction Ouest-France de la Sarthe, réunis en assemblée générale ce jeudi 13 septembre 2018, ont décidé de se mettre en grève ce jour (16 voix pour, une contre, trois abstentions). Après plusieurs semaines d'incertitudes nerveusement éprouvantes, nous avons eu, ce jeudi, dans la matinée, la présentation de la « Nouvelle organisation des rédactions ». Exposé par Philippe Boissonnat et Christian Lerosier, en l'absence d'un représentant de la direction générale, ce plan d'une ampleur, d'une brutalité et d'une injustice inédites nous laisse en état de choc.

Ce projet conserverait seulement 8 postes sur les 27,78 Equivalents temps plein actuels : 2,5 postes de reporters, 3,5 postes de secrétaires de rédaction et deux aux sports. Les trois rédactions, Le Mans, La Flèche et Sablé-sur-Sarthe seraient fermées pour ne conserver qu'un « bureau départemental » installé dans les locaux du Maine-Libre, dont l'agencement a même été présenté ce matin. Les postes d'assistante départementale, des deux secrétaires et du directeur départemental seraient purement et simplement supprimés. Les mutations seraient contraintes.

Comment pouvons-nous accepter un tel projet qui méprise le pluralisme de l'information de proximité, la confiance qui nous lie aux lecteurs, l'engagement des équipes toutes ces années, tout en gardant le nom d'*Ouest-France* ? Le contenu de l'information locale serait acheté au Maine-Libre et publié sous la bannière Ouest-France.

Comment pouvons-nous accepter que l'information numérique, levier de notre développement, soit également gérée par le titre majoritaire (Le Maine libre) dans le département ?

Les motivations du plan sont uniquement financières alors même que les comptes d'*Ouest-France* en Sarthe sont à l'équilibre. Cette stratégie est incohérente, sans alternative. Nous ne voulons pas être sacrifiés pour un avenir aussi mortifère. Qui condamne la Sarthe et le Maine-et-Loire. Et mutile l'ensemble de l'entreprise Ouest-France et ses valeurs.

Les salariés grévistes de la Sarthe